

**Zeitschrift:** Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales  
**Herausgeber:** Société d'Etudes Economiques et Sociales  
**Band:** 15 (1957)  
**Heft:** 1

**Artikel:** L'Occident en face de l'Islam contemporain  
**Autor:** Mende, Tibor  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-134832>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 22.12.2024

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## **L'Occident en face de l'Islam contemporain**

par TIBOR MENDE

*Professeur à l'École nationale d'administration de Paris*

Faisons tout d'abord un survol rapide du monde de l'Islam.

C'est un monde extraordinaire, dans l'espace comme dans le temps. Au début du VII<sup>e</sup> siècle, surgis du cœur du désert arabe, issus de petites tribus nomades querelleuses, les Bédouins connaissent un bref moment de splendeur, telle une aveuglante comète. En moins d'un siècle, ils propagent leur foi, leur culture et leur langage de l'Espagne aux frontières de la Chine. Leur domination apporte une culture nouvelle, une intelligence fertilisante et la promesse d'une libération sociale à plus de trois continents. Puis, à peine un siècle plus tard, le feu d'artifice s'éteint. L'unité des Arabes ne survit guère aux premiers califes. Ils deviennent partie d'un empire aux populations multiples ; ils en sont d'abord la caste dirigeante, puis tombent sous la coupe de dirigeants étrangers et, dans les siècles suivants, s'éparpillent en dynasties et en califats rivaux, sous la domination de petites principautés turques, arabes et kurdes. L'influence corrosive de l'instabilité, de l'orthodoxie rigoureuse et de l'immobilisme social les conduit à l'absorption dans l'empire ottoman. La torpeur d'une société incapable de rassembler les forces de son propre rajeunissement enveloppe lentement l'empire ottoman lui-même, et cette immobilité paralysante gagne du terrain pendant des dizaines et des dizaines d'années, jusqu'à la fin de la première guerre mondiale.

Cependant, bien que sa puissance politique fût déjà en rapide déclin, la foi de l'Islam continuait de repousser toujours plus loin ses frontières. Elle atteint l'Inde, la Malaisie, Sumatra et Java, les Philippines et même l'intérieur de la Chine, à l'est ; les frontières de la Sibérie, au nord ; la côte atlantique et le cœur de l'Afrique, à l'ouest et au sud. Mais, depuis le XV<sup>e</sup> siècle, comme par une ombre

menaçante, l'Islam est suivi dans sa marche en avant : suivi par l'Occident à la technique supérieure.

Sur les mêmes routes maritimes qu'avaient parcourues les marchands et les missionnaires musulmans, apparaissent les navires occidentaux dotés d'une puissante artillerie. Ce n'est pas l'effet du hasard. L'Islam tirait sa prospérité de sa position intermédiaire entre l'Orient et l'Occident, et cette prospérité était largement fondée sur le commerce des épices. S'adressant à ses soldats à Malacca, Alburquerque leur explique que pour saper la puissance des Mores, il est essentiel de leur enlever le lucratif commerce des épices. Il faut les couper de leurs sources, et la puissance navale portugaise doit encercler la puissance des infidèles. La suprématie navale de l'Occident, qui préfigure sa supériorité technique, prête la main à sa ferveur religieuse. Le coup mortel est porté à la prospérité more, et l'entreprise coloniale de l'Occident commence. Une nouvelle phase de l'histoire s'ouvre : elle devait catapulter le blanc vers une position de domination mondiale, et ravalier la plupart des régions islamisées dans une servitude coloniale.

En 1914, l'Islam était presque entièrement absorbé dans les empires coloniaux occidentaux. La seule exception notable, l'empire Ottoman, était en pleine agonie. Lorsqu'il se désintégra définitivement, la plupart des territoires situés hors de Turquie obtinrent une indépendance qu'il était assez difficile de distinguer du destin d'un protectorat.

Dans une perspective historique, nous nous trouvons actuellement au moment où les quatre siècles et demi de domination occidentale sur le globe touchent à leur fin ; où, pour la première fois, la suprématie occidentale se trouve réellement contestée ; où s'amorce un recul manifeste. Après 1945, ce mouvement prend de l'ampleur. Les uns après les autres, les pays coloniaux obtiennent leur indépendance. Des masses supérieures à la population de l'Occident contraignent la minorité blanche jusqu'ici dominante à réviser leurs relations. De même que, voici plusieurs siècles, l'expansion de l'Islam se trouva écrasée sous la conquête occidentale, de même aujourd'hui — depuis 1945 — la libération politique des musulmans suit le reflux de la domination occidentale.

En 1948, une centaine de millions de musulmans accèdent à la souveraineté en Inde et au Pakistan. Deux ans plus tard, soixante-dix autres millions font de même en Indonésie. L'Iran est évacué.

Ceux qu'on appelle les pays arabes du Moyen-Orient voient leur indépendance politique prendre un peu plus de réalité. Dans les cinq années qui suivent, l'Égypte est progressivement évacuée, et en 1956, la zone du canal elle-même passe sous sa souveraineté. En Afrique du Nord, la Tunisie et le Maroc relâchent leurs liens avec la France, et plusieurs pays musulmans d'Afrique obtiennent les premières concessions sur la voie de l'indépendance politique. En Malaisie et en Algérie, des populations musulmanes encore sous la domination occidentale directe sont en pleine révolte armée.

Considérés dans leur ensemble, les événements de ces dix dernières années forment un tableau impressionnant. De Java à Dakar et du Cachemire au Soudan, près de 80 % des quelque 400 millions de musulmans que compte le monde se sont libérés de la domination étrangère directe. Ils possèdent plus d'une douzaine de voix dans les conseils des Nations Unies et, en compagnie des nouveaux pays indépendants d'Asie, peuvent former une partie de la majorité. Ils possèdent également d'importantes quantités de matières premières, produisent le quart du pétrole mondial et gardent dans leur sous-sol la moitié des réserves mondiales connues de ce précieux liquide. Ils habitent les rivages de certaines des principales routes et voies maritimes du monde, et exercent leur autorité sur des régions qui sont indispensables aux calculs stratégiques des grandes puissances. Et si le communisme constitue la frontière orientale de l'Europe, les musulmans occupent toute la côte nord-africaine, formant la ligne de défense méridionale du monde occidental.

Si impressionnante que soit cette nouvelle forme de l'Islam, elle a un envers également frappant.

Les masses de l'Islam, qui sortent à peine de leur passé colonial, sont parmi les plus pauvres du monde. Leur revenu annuel moyen dépasse rarement une centaine de dollars et dans les statistiques internationales sur la sous-alimentation, l'incidence des maladies ou l'analphabétisme, elles arrivent en tête de liste. A de très rares exceptions près, ces masses musulmanes vivent dans des États où l'indifférence en matière de progrès social s'allie à une expansion démographique rapide pour éliminer tout espoir d'améliorer les conditions de vie héritées du passé colonial. Leurs relations sociales et leurs institutions politiques sont placées sous le signe d'un immobilisme féodal et l'on ne fait que de rares tentatives sérieuses pour remédier à la situation. On peut même aller plus loin et relever le



fait que du Pacifique à l'Atlantique, l'Islam n'a jamais construit une seule usine. Ou encore, on peut se demander si c'est ou non un simple accident de l'histoire qui a voulu que cette gigantesque ceinture de l'Islam, qui s'étend au travers de trois continents, soit en grande partie composée de déserts. En d'autres termes, compte tenu de l'immobilisme social et de la stérilité politique qui a caractérisé l'Islam pendant tant de siècles, est-ce le désert qui a attiré les disciples du prophète, ou bien est-ce leur présence qui a contribué à la propagation du sable infertile ?

Ce sont là des questions auxquelles on ne saurait apporter une réponse définitive. Cependant, si l'on veut aborder le problème des relations de l'Islam et de notre monde occidental, il y a une série de questions qu'il convient de se poser. Dans quelle mesure l'unité du monde islamique est-elle une réalité politique et sociale ? Comment se fait-il que malgré leurs faiblesses, les pays habités par des musulmans aient acquis une telle importance dans les affaires mondiales ? De même, cette influence sera-t-elle durable ? Quels sont les développements probables à l'intérieur de l'Islam ? Quels espoirs et quels dangers comportent-ils ? Et enfin, quelles sont les chances de coexistence pacifique entre notre monde occidental et les pays de l'Islam, dans le cadre de relations mutuellement bénéfiques, au cours des années à venir ?

Pour tenter d'apporter à ces questions les réponses hypothétiques qui sont les seules possibles dans la situation actuelle, qui évolue rapidement, il est essentiel de voir jusqu'à quel point et dans quelles conditions on est fondé à parler de l'unité de l'Islam.

Le terme d'unité, naturellement, est un terme élastique : cela peut aller de la sympathie vague, ou de la communauté des institutions et des sentiments jusqu'à l'obligation de partager risques et sacrifices. L'Islam extrême-oriental est composé de races différentes de celles du reste des pays musulmans. Leur fanatisme a été radouci par un milieu tropical humide, et la rigueur doctrinale de leur foi a depuis longtemps passé un compromis avec les religions plus tolérantes de leurs voisins. Leur prospérité, en Malaisie et dans une certaine mesure en Indonésie, dépend de l'échange de matières premières contre de l'équipement industriel ou des biens de consommation, qu'il leur est impossible d'obtenir du reste du monde musulman. Au Pakistan, la grande majorité du fonds racial se compose d'Hindous convertis et une hostilité persistante oppose

les deux moitiés séparées du pays. De plus, la sécurité désirée contre l'Inde et l'équipement nécessaire au programme économique du pays exigent la collaboration avec les puissances industriellement avancées. A l'autre bout, au cœur de l'Afrique, l'Islam s'est amalgamé à des héritages tribaux plus simples, et n'aurait guère à gagner à remplacer ses liens avec l'Occident par un contact plus étroit avec le Moyen-Orient. Le long de la côte méditerranéenne, grâce à son contact prolongé avec l'Espagne d'abord et la France ensuite, l'Islam s'est imprégné d'un tour d'esprit occidental, et plus particulièrement latin ; il s'est ainsi dissocié des formes plus rigides de l'orthodoxie orientale et, sur un plan purement politique, est devenu peu enclin à accepter l'association par ailleurs tentante avec ce qu'on appelle les pays arabes. De plus, en pratique, les deux ailes de l'Islam — en Afrique du Nord et à l'est de l'Iran — sont à peine conscientes de l'existence de l'autre.

Ainsi, restent les neuf pays de la Ligue arabe, qui groupent quelque 55 millions d'hommes et parmi lesquels les Arabes, à qui ils ont emprunté leur nom, ne sont probablement qu'une infime minorité, vivant surtout en Arabie séoudite. Ils sont les héritiers de l'empire Ottoman, possèdent des élites intellectuelles qui parlent la langue arabe et sont formés dans la même tradition. Pourtant, dans leur diversité, déchirés comme ils le sont par leurs jalousies et leurs rivalités dynastiques, il n'y a guère entre eux d'autre facteur d'unité que leur expérience commune de la tutelle occidentale et l'obscur souvenir, dans l'esprit des *fellahin*, d'une succession d'empires qui leur ont passé sur le dos.

Si on laisse de côté, pour le moment, les dénominateurs psychologiques communs, ou la tendance naturelle des Etats faibles à voir dans les groupements régionaux une source de plus grande force, tout cela ne semble guère justifier, du point de vue économique et politique, ce qu'on appelle généralement l'unité et la force de l'Islam.

On peut donc se demander comment il se fait que malgré leurs faiblesses et leurs divisions manifestes, les pays de l'Islam ont pu acquérir une telle importance dans les affaires mondiales.

Stratégiquement, la réponse est évidente. En Afrique du Nord, les régions habitées par les musulmans, si elles tombaient sous une direction politique antioccidentale, complèteraient l'encerclement de l'Europe et, en même temps, couperaient l'Europe de cette

Afrique qui est son dernier rêve économique. Au Moyen-Orient, les Etats musulmans constituent la plaque tournante des communications occidentales avec l'Asie et l'Extrême-Orient. Sur le sous-continent indien, le Pakistan fait fonction d'isolant entre le continent communiste et les masses hindoues. Enfin, dans l'archipel qui s'étend de la Malaisie aux Célèbes, l'allégeance idéologique des musulmans peut ouvrir ou fermer la porte méridionale de l'océan Pacifique vers l'Australie.

Economiquement, le rôle des diverses régions musulmanes est aussi varié. En Afrique, elles occupent ce qu'on croit être l'un des derniers réservoirs de richesses inexploitées du monde. Au Moyen-Orient et en Iran, le sous-sol renferme la plus grande partie du pétrole consommé par l'Europe et les pays musulmans de cette région contrôlent, de Port-Saïd à l'extrémité méridionale de l'Arabie, la voie maritime stratégique qui rend les communications entre l'Asie et l'Europe à la fois plus rapides et moins coûteuses. De plus, ces pays sont traversés par les pipe-lines qui amènent une grande partie de leur pétrole à la Méditerranée. Plus à l'est, il dépend pour une grande part de l'attitude des musulmans de Malaisie que la moitié chinoise de la population de la péninsule permette ou non à la Chine d'étendre sa domination jusqu'à Singapour. Il ne faut pas oublier non plus que la Malaisie et Sumatra produisent ensemble à peu près toutes les matières premières tropicales, et notamment le caoutchouc, qui seraient nécessaires au bloc communiste pour satisfaire à tous ses besoins économiques.

A côté des facteurs stratégiques et économiques qui ont permis aux pays musulmans d'acquérir leur importance mondiale actuelle, il existe un troisième facteur : c'est la possibilité qu'ils ont — soit en profitant de la rivalité mondiale pour le pouvoir, soit par la simple résistance armée — de porter préjudice à la stabilité économique de l'Occident. Les Pays-Bas ont été obligés de dépenser presque l'équivalent exact de l'aide qu'ils ont reçue au titre du plan Marshall pour essayer de maintenir leur souveraineté sur les îles indonésiennes. Le budget de la Grande-Bretagne est douloureusement obéré par son effort pour perpétuer sa domination sur la Malaisie. Et les efforts de modernisation industrielle de la France sont compromis par les dépenses militaires qu'elle est obligée d'engager pour contenir la rébellion des régions musulmanes d'Afrique.

Telles sont donc les possibilités anti-occidentales de l'Islam dans le contexte actuel sur le plan stratégique, économique et militaire. Mais ces possibilités ne peuvent prendre de réalité que dans la mesure où les pays musulmans sont armés par l'Occident lui-même ; soutenus par des puissances qui ont profité à les encourager contre l'Occident ; ou encore, que dans la mesure où l'Occident se montre incapable de réviser ses relations contractuelles avec les pays musulmans de manière à harmoniser les demandes raisonnables de l'Occident avec les aspirations justifiées des pays musulmans. C'est ce triple pouvoir qui se traduit dans les votes, permet d'exercer une pression, crée ses profiteurs, autorise à proférer des menaces ou à pratiquer le chantage, en d'autres termes, permet de maintenir une certaine position de force internationale.

La véritable question qui se pose est donc de savoir combien de temps peut durer ce mélange. Jusqu'à quand cette constellation favorable de facteurs variés permettra-t-elle aux pays musulmans de conserver leur position de force ?

Il semble évident qu'aucune des trois composantes, stratégique, économique ou militaire, de la force musulmane ne représente une menace sérieuse pour l'Occident dans son ensemble si on la considère en dehors du contexte des desseins antagonistes des puissances occidentales ou en dehors du conflit de puissance Est-Ouest. La force militaire des pays musulmans est négligeable comparée à la force combinée de l'Occident. Ils ne possèdent pas d'industries d'armement importantes. Leurs voix combinées dans les conseils internationaux, sans le soutien des voix des pays non-musulmans, ne peuvent renverser la majorité occidentale. Sans le soutien des puissances occidentales, ils ne peuvent s'opposer effectivement aux décisions prises en commun par les Occidentaux. Et enfin, dans le domaine économique, étant donné que les puissances communistes sont encore incapables de leur fournir l'équipement en quantité nécessaire, le développement économique des États musulmans dépend toujours de l'échange de leurs matières premières contre de l'équipement industriel occidental. En ce qui concerne leur ressource la plus importante, le pétrole, la position n'est pas très différente.

L'intérêt que présente pour l'Europe le pétrole du Moyen-Orient peut être défini brièvement. Pour améliorer son niveau de vie et pour poursuivre son expansion industrielle, l'Europe occidentale a besoin de quantités croissantes d'énergie. A l'heure actuelle, les



ouvriers d'Europe occidentale ne disposent que du tiers de l'énergie que possèdent les ouvriers américains. Jusqu'en 1929 pourtant, l'Europe avait été exportatrice d'énergie. Depuis lors, du fait surtout de la baisse de rendement des mines de charbon européennes, l'Europe s'est trouvée de plus en plus dépendante à l'égard de l'énergie importée, et en particulier du pétrole. Cette dépendance a été encore accentuée par les progrès techniques qui ont donné au pétrole la préférence sur les autres combustibles. Dans ces conditions, le déficit énergétique de l'Europe a dû être couvert par des importations croissantes : un cinquième en 1955, qui deviendra près d'un quart en 1960. Selon les estimations, l'énergie importée devra couvrir 37 % des besoins de l'Europe occidentale en 1975. D'ici là, malgré ce qu'on raconte à ce sujet, on ne s'attend pas que les centrales atomiques puissent couvrir plus du dixième des besoins énergétiques de l'Europe occidentale. En d'autres termes, la fission de l'atome ne diminuera pas de sitôt la dépendance de l'Europe à l'égard du pétrole importé.

D'une manière plus concrète, le déficit énergétique de l'Europe occidentale a déjà nécessité en 1955 l'importation de 29 millions de tonnes de charbon et de 84 millions de tonnes de pétrole. Ces importations ont coûté l'équivalent de près de 2 milliards de dollars. On estime que les importations nécessaires en 1975, qui se composeront surtout de pétrole, coûteront l'équivalent de 5 milliards de dollars. Le continent américain, évidemment, pourrait fournir cette énergie. Mais il faudrait la payer en dollars et cela soulèverait d'insurmontables difficultés de paiement. Ainsi est-il tout à fait clair que l'Europe occidentale dépendra pendant longtemps encore du pétrole du Moyen-Orient. Etant donné que dès à présent, dans des conditions normales, les deux tiers de ce pétrole moyen-oriental passent par le canal de Suez et que le dernier tiers arrive à la Méditerranée par des pipe-lines traversant des Etats musulmans, cette dépendance à l'égard d'un produit unique, fourni par une région unique, et dépendant entièrement lui-même, pour son transport des habitants musulmans de cette région-là, — cette dépendance représente pour l'Europe occidentale des risques sur lesquels il est inutile de s'étendre plus longuement.

Ce sont très évidemment ces risques qui donnent aux pays musulmans leur ressource la plus durable. Pourtant, cela dit, il reste que les chameaux ne marchent pas au pétrole, et que les pays du

Moyen-Orient ne peuvent pas ne pas utiliser leur seule ressource irremplaçable. Ils sont *obligés* de vendre leur pétrole et de participer à son transport, soit pour financer leurs propres plans de développement, soit pour satisfaire les appétits de certains potentats monopolistes. Dans l'avenir prévisible, ni l'Union Soviétique, ni la Chine ne seront en mesure de proposer, contre le pétrole du Moyen-Orient, de l'argent, des biens de consommation ou de l'équipement industriel pour une valeur de 2 à 5 milliards par an d'ici 1975. L'Occident est donc, pour l'instant, le seul acheteur possible, et le problème est uniquement de réaliser la transaction à des conditions compatibles à la fois avec la prospérité occidentale et avec les aspirations *justifiées* des Etats musulmans. Ce calcul dépend d'une série de facteurs matériels et psychologiques. Il pose la question du prix acceptable, ainsi que des sentiments nationaux et raciaux des vendeurs, de leur fierté religieuse ; en d'autres termes, il faut faire intervenir tous les facteurs qui déterminent si leurs aspirations sont raisonnables ou irrationnelles. Et ces aspirations, très certainement, dépendent de l'évolution interne des pays musulmans intéressés.

A ce point de notre enquête, nous en sommes arrivés à notre question cruciale : quels sont, sur le plan politique et social, les développements probables au sein du monde de l'Islam et de quelle façon influenceront-ils ses aspirations ? C'est seulement en examinant les chances de l'évolution interne que nous pourrons tenter de mesurer les dangers et les possibilités constructives de la coexistence de l'Occident avec le monde de l'Islam.

Si notre analyse est correcte, toutes les menaces que présente l'Islam pour l'Occident ne sont que des dangers virtuels. Ils ne peuvent devenir *réels* que si les Etats musulmans sont poussés à des actes de désespoir par un mécontentement accumulé, ou s'ils reçoivent un soutien matériel ou politique de pays extérieurs à l'Islam. La question qui se pose est donc de savoir dans quelle mesure les aspirations des pays musulmans sont compatibles avec les intérêts occidentaux, ou bien de savoir dans quelle mesure il est pour eux raisonnable de prendre le risque de les voir renforcées par un soutien antioccidental.

Nous savons que plusieurs pays musulmans possèdent des ressources qui, si elles étaient convenablement utilisées, devraient assurer à leur population un niveau de vie bien plus élevé et, dans



le monde, un respect bien plus grand que celui dont ils jouissent actuellement. De toute évidence, ce besoin d'une vie meilleure et d'une position de moindre dépendance dans le monde est à la base des aspirations populaires des masses musulmanes. Raisonnablement satisfait, il peut permettre une évolution progressive. Laissé insatisfait, il risque de renforcer ceux qui réclament des solutions révolutionnaires. L'instabilité interne des Etats musulmans — et la tentation qui en résulte d'avoir recours à des méthodes extrémistes — est donc, en grande partie, la conséquence d'influences intérieures et extérieures opposées au genre d'adaptation économique et politique qui peut être la condition préalable d'un progrès sans heurt. De fait, c'est cette opposition aux changements économiques et politiques nécessaires — de Java au Maroc — qui porte la principale responsabilité du dangereux désespoir actuel. De plus, c'est ce mécontentement impatient qui donne leur force dangereuse à la fois aux obscurantistes religieux, qui font appel aux instincts traditionnels — et aux propagandistes du panislamisme, qui promettent une grandeur vague à la place d'un effort systématique.

C'est ici, je crois, que nous rencontrons le terrible problème posé par les forces inhérentes à l'Islam, qui sont *elles-mêmes* opposées à l'adaptation des pays musulmans aux conditions capables de contribuer à la satisfaction de leurs aspirations séculaires. Mis à part le climat, l'indéfendable système de propriété et d'usure, ou l'intervention arbitraire des puissances occidentales dans la vie politique d'Etats artificiels — le fait central qui frappe l'observateur est que le nationalisme musulman se trouve pris dans un conflit inéluctable avec ses formes traditionnelles. S'il veut se trouver sur un pied d'égalité avec l'Occident, ce qui est son but déclaré, le nationalisme musulman doit viser à atteindre l'efficacité technique occidentale. Et cela, encore une fois, suppose un certain alignement sur les modes de pensée occidentaux et l'adaptation des institutions musulmanes aux nécessités politiques et économiques d'un cadre productif moderne. En pratique, nous n'avons que très peu d'exemples de pays où ce genre d'adaptation ait seulement été tenté.

Il est presque impossible en Islam de séparer logiquement de la masse des institutions celles que nous appellerions religieuses. L'Islam est si étroitement lié à tous les aspects des activités quotidiennes que même un mouvement politique purement nationaliste affecterait profondément la vie religieuse de la communauté. La

cohésion sociale est intimement liée au conformisme rituel et canonique. L'enseignement des réformateurs politiques peut difficilement se dissocier des prescriptions des chefs religieux. Et dans la plupart des cas, une orthodoxie rigoureuse règle encore la vie spirituelle et dirige les passions des masses. Comme c'est une foi qui régit toutes les cellules de la société, l'Islam et ses institutions ont formé un tout qui a donné leur cachet spécifique aux sociétés musulmanes. C'est cette indivisibilité de la société musulmane qui rend si décevantes les tentatives des réformistes pour reformuler la religion dans des termes compatibles avec les aspirations contemporaines de leur société.

Les exemples abondent pour illustrer ce cercle vicieux. Ceux qui offrent quelque encouragement sont beaucoup plus rares.

A un extrême, nous pouvons nous tourner vers l'Arabie séoudite, patrie vénérée de l'orthodoxie musulmane. Selon des estimations dignes de confiance, le roi a reçu, depuis 1945, 1,6 milliards de dollars des seules compagnies pétrolières américaines, sa principale ressource après les pèlerinages. Pour un pays de 7 millions de sujets, cette somme aurait suffi à financer le plus ambitieux programme de modernisation économique et sociale. En réalité, la durée moyenne de la vie en Arabie séoudite est de 33 ans ; 70 % de la population sont atteints du trachome ; 40 % ont la syphilis ; et une proportion plus importante encore est atteinte de tuberculose. En 1950, on estimait que le revenu annuel par personne était de 45 dollars et qu'environ 250 000 sujets arabes vivaient encore en esclavage. Sur un revenu annuel moyen de 200 millions de dollars provenant des seules royalties des pétroles, 10 millions de dollars sont consacrés, globalement, à la santé publique, à l'éducation et aux services sociaux, alors que 322 princes reçoivent chaque année une liste civile de 32 000 dollars, plus les frais. Ces chiffres nous permettent d'accepter sans autre vérification les fières déclarations de la société Cadillac, selon lesquelles ce pieux pays musulman, qui possède en tout 350 kilomètres de routes goudronnées est son meilleur marché à l'est de Suez, avec une vente moyenne de 250 voitures par an.

Le Pakistan fournit un exemple moins extravagant, mais non moins intéressant. En 1948, les Britanniques quittèrent la péninsule et l'Inde et le Pakistan virent le jour. Ils héritaient des institutions identiques, des conditions de vie comparables, le même genre de personnel et de ressources assez également réparties dans

la population. En Inde, les développements constitutionnels ont été réguliers et les réformes se sont succédé ; un premier plan quinquennal a été mené à bien, permettant une augmentation de 11 % du revenu national annuel par personne. Au Pakistan, en grande partie du fait de l'opposition des extrémistes religieux, il a fallu huit ans pour mettre sur pied une constitution, et elle a dû accepter la suprématie des directives religieuses. Une série de mesures d'urgence désordonnées ont tenu lieu de progrès méthodique. En raison du conflit permanent entre les considérations religieuses et sociales, pratiquement aucun des nombreux et brûlants problèmes du pays n'a encore été abordé de manière constructive. En ce qui concerne l'amélioration des conditions de vie, il n'existe aucun signe certain de progrès mesurable.

A l'autre extrême, nous pouvons prendre l'exemple de la Turquie. C'est le seul pays musulman où, jusqu'ici, la dissociation des institutions religieuses et des institutions séculières ait été réalisée. La révolution « sécularisante » de Kemal Atatürk, comme dirait Arnold Toynbee, a fondamentalement occidentalisé une société musulmane dans toutes ses cellules constituantes. Est-ce une simple coïncidence si, de toute la gigantesque ceinture musulmane qui s'étend au travers de trois continents, c'est dans ce pays que la stabilité sociale est la plus grande, que le rythme du développement économique est le plus rapide, que les problèmes économiques et sociaux pratiques ont le mieux remplacé les débats religieux et que l'opinion est la moins sensible aux rêves des propagandistes du panislamisme ?

Au terme de cette série de questions et d'esquisses de réponses vous vous poserez peut-être la question suivante : s'il est vrai que l'unité du monde islamique est plus que fragile, que les pays musulmans ne possèdent aucun levier durable d'influence économique ou stratégique décisive et que, finalement, leur modernisation interne se heurte à de tels obstacles au sein même de leurs traditions — si tout cela est vrai, comment se fait-il que les pages de nos quotidiens soient remplies de preuves concrètes de l'importance croissante de l'Islam et des lourdes conséquences que cela a sur les affaires mondiales ?

Ma réponse est que tous ces facteurs individuellement vagues ne trouvent leur unité et leur cohérence qu'à l'extérieur et au-delà du cadre musulman limité. Ils ne trouvent leur véritable sens contem-

porain *que* si l'on s'efforce de les intégrer dans le cadre beaucoup plus vaste de la révolte mondiale contre la domination occidentale. La clameur qui monte du monde de l'Islam pour demander l'émancipation n'est qu'une voix puissante dans le chœur furieux dont l'écho retentit aux quatre coins de la terre, réclamant des méthodes effectives et rapides pour rattraper la minorité blanche privilégiée de l'humanité. Le problème de l'Islam contemporain n'est donc, à mon sens, qu'un *simple aspect* du problème général des territoires sous-développés ; un aspect qui, du fait de la proximité du monde musulman, retient la plus grande partie de notre attention. Quant à la fragile unité de ce monde musulman, elle ne trouve sa force réelle *que* dans la mesure où elle est une branche de cette unité bien plus vaste qui est en train de se forger parmi des masses rapprochées les unes des autres par leur ressentiment contre ce qu'elles croient être des forces opposées à leur émancipation et représentant l'arrogance raciale du blanc.

Le monde musulman connaît aujourd'hui les affres de l'une des crises les plus profondes de son histoire. Cette crise a son origine en premier lieu dans l'impact, sur la société islamique traditionnelle, des idées politiques et philosophiques et des connaissances techniques de l'Occident. Dans plusieurs domaines, la civilisation islamique avait été jusqu'au xvii<sup>e</sup> siècle l'égale de la civilisation européenne. Mais les effets de la révolution scientifique et industrielle de l'Europe n'ont commencé à pénétrer sérieusement dans le monde fermé de l'Islam qu'au début de ce siècle. Dans la génération actuelle, cette pénétration a pris un rythme révolutionnaire. Tout cela, bien sûr, est également vrai des autres civilisations non-occidentales. Les Japonais, les Chinois et les Indiens ont été exposés à cette même influence occidentale et ont été eux aussi pris de la passion d'agir à un rythme fiévreux. Dans leurs civilisations aussi, il y a eu des tentatives pour revenir aux traditions anciennes, dans un effort désespéré pour faire comme si cette influence n'existait pas et pour s'en débarrasser. De même, ces civilisations ont eu elles aussi, leurs intellectuels libéraux et leurs réformateurs occidentalisants. A un moment ou à l'autre de leur histoire récente, elles ont toutes eu à faire face au même dilemme : se fermer à l'Occident et renoncer à l'espoir de rivaliser sur un pied d'égalité avec sa suprématie technique, ou bien absorber et adopter globalement les idées et les méthodes occidentales, pour être capables d'assimiler sa technique.



Au Japon d'abord et en Inde ensuite, la décision a été prise d'adopter les méthodes et les idées occidentales dans une mesure compatible avec le maintien de l'essentiel de la culture indigène. En Chine, la puissance du conservatisme social, l'intervention étrangère et la rigueur de l'éducation se sont combinées pour empêcher cette modernisation. Le prix en a été l'humiliation et le découragement. C'est à ce prix que les révolutionnaires chinois ont pu introduire les méthodes de pensée et la technique occidentales, grâce à une alliance avec une puissance antioccidentale.

Dans le monde de l'Islam aussi, l'impatience de ces dernières décennies a cristallisé une bourgeoisie et une petite bourgeoisie occidentalaisantes, ainsi qu'une opposition conservatrice et traditionaliste prenant souvent appui sur l'aide étrangère pour maintenir ses privilèges anachroniques. Le résultat est ce même mécontentement, ce même désespoir que l'Occident n'a pas su diagnostiquer dans la Chine d'avant-guerre. Aujourd'hui, la même complaisance amène l'Occident à oublier que la question qui se pose dans le monde musulman n'est pas de savoir où et quand il y aura une révolution qui le fera accéder à l'âge moderne, mais de savoir *qui* prendra la tête de la révolution qui a déjà commencé.

La question qui se pose au monde musulman est donc de savoir avec quelle aide et à travers quelle sorte de filtre idéologique il accèdera à ces méthodes et à ces idées occidentales dont il a besoin pour satisfaire ses ambitions séculières. A cet égard, les caractéristiques de la plupart des Etats musulmans sont identiques à celles des autres pays sous-développés. Leur population s'accroît très rapidement et dépasse déjà leurs moyens ; ils ont besoin d'industries pour transformer leurs matières premières et pour absorber leur main-d'œuvre rurale en chômage ; ils doivent moderniser leur production agricole archaïque et, très rapidement, former un personnel administratif et technique ; mais surtout, ils doivent aussi trouver le cadre politique convenable qui leur permettra d'épargner une forte proportion de leur revenu national et de l'investir dans des projets économiques productifs. Mener à bien cette série de tâches formidables, préparer l'émancipation économique, c'est le vœu passionné de près des trois quarts de l'humanité qui nous entoure. Pour échapper à leur terrible misère, pour se libérer de la faim, de l'analphabétisme et de la maladie, toutes ces masses *doivent à tout prix* trouver une méthode — une sorte de « modèle

de développement » — qui leur fournisse une stratégie de véritable progrès matériel.

Nous, qui sommes le monde occidental privilégié, nous n'avons pas encore mis au point ce « modèle de développement » et notre intervention n'a pas toujours contribué à aider les forces de progrès. Notre aide matérielle n'est pas allée au-delà des points IV des plans de Colombo ou de l'Assistance technique, gestes timides devant l'ampleur du défi. Pourtant, nous sommes les seuls à avoir les moyens d'aider à l'émancipation inévitable de cette majorité économiquement en retard de l'humanité et de faire qu'elle se réalise sans des excès qui pourraient menacer notre existence même. Il est encore en notre pouvoir que cette révolution de la majorité de l'humanité se fasse *avec* notre aide et non point *contre* nous. Pourtant, ce « modèle de développement », qui pourrait apporter une solution et nous obtenir la collaboration de ces masses en mouvement, n'est pas encore en vue.

Mais nous ne sommes plus les seuls vers qui ces masses impatientes et désespérées peuvent se tourner. Le Japon et l'Union Soviétique ont réussi, par leurs seuls efforts, à échapper à la condition de pays sous-développé. La Chine et l'Inde sont en train d'expérimenter leurs propres méthodes. Et de toute évidence, c'est le « modèle de développement communiste » qui, avec sa rapidité et son impitoyable efficacité, fait la plus forte impression.

Ce serait une dangereuse erreur de notre part de croire que les aspects qui nous paraissent effrayants dans les méthodes communistes — et c'est à dessein que j'emploie le pluriel — sont vus sous le même jour par des peuples dont les antécédents et les expériences sont très différents des nôtres. Il serait également dangereux de refuser de tirer les enseignements de l'exemple de la Chine et de continuer à croire que les traditions ou la religion peuvent immuniser des masses affamées et fanatisées contre les cruautés et les sacrifices impliqués par l'adoption du modèle de développement économique des communistes.

Si irréconciliables que soient l'Islam et le communisme sur le plan doctrinal, les deux systèmes présentent des ressemblances frappantes. Les deux ont un caractère autoritaire. Le *Shari'ah* — au nom duquel gouvernent les gouvernements musulmans contemporains et dont ils appliquent les décrets — a un pouvoir illimité et son action n'est pas amendée. Obéir et se conformer à ses décisions



est un signe de vertu et de piété, et l'on est hostile au changement et à l'innovation. Le gouvernement, de l'avis de théologiens musulmans respectés, n'est que l'agent politique de Dieu, l'interprète de Sa volonté et il ne peut prétendre outrepasser ce rôle. Cette prédestination qui s'exprime dans la solidarité avec Dieu plutôt que dans la liberté individuelle — peut être assimilée au déterminisme historique. Quant à l'avenir de l'homme, les deux credos proclament que la perfection est accessible par le remplacement de l'ensemble des conditions extérieures existantes par un autre ensemble. Enfin, le temporel et le spirituel en Islam n'étant pas divisés en compartiments exclusifs, l'accent mis sur le temporel risque de diminuer l'intérêt de l'homme du commun pour le spirituel. L'accent mis par le christianisme sur la liberté individuelle peut constituer un rempart contre le matérialisme communiste ; mais l'expérience coloniale de l'Islam ne peut qu'affaiblir sa foi dans les déclarations occidentales sur la liberté. Et bien que, sur le plan purement doctrinal, l'Islam ne puisse s'accommoder de la philosophie communiste, lorsque l'accent est mis non plus sur le spirituel mais sur le temporel, la frontière disparaît et le passage vers l'acceptation de la doctrine communiste peut être forcé. De plus, l'héritage anticolonianiste de l'Islam devenu haine raciale et croisade antioccidentale ne peut qu'être renforcé par l'internationalisme de l'Islam et du communisme.

Cependant, quelles que soient les possibilités doctrinales de compromis, elles sont rejetées dans l'ombre par l'impatience des ambitions séculières ; ambitions qui, pour les musulmans comme pour les autres participants à la conférence de Bandoeng, ne cessent de prendre une forme politique de plus en plus concrète.

Les événements profondément troublants de ces derniers mois laissent-ils encore espérer qu'on puisse empêcher le triomphe du provincialisme égoïste et désastreux de l'Europe sur ce qu'il y a encore de compatissant, de généreux et de noble dans notre civilisation occidentale ? En histoire, il n'est jamais trop tard. Plus grand est le danger, plus il y a d'espoir que la raison et l'instinct de conservation finiront par l'emporter. Mais si nous voulons voir cet espoir réalisé, il ne faut pas oublier que nous n'avons que très peu de temps.